

# Moyen-Orient et Maghreb

Parvenir à la stabilité régionale par un développement inclusif

En 2011, de nombreux pays du Moyen-Orient ont été fortement affectés par des bouleversements politiques. La région a connu, tout au long de son histoire, de nombreux conflits qui ont appauvri les populations et ont eu de graves répercussions sur les relations internationales et l'économie mondiale. La communauté internationale est contrainte de trouver de nouvelles solutions pour faire face à la situation au Moyen-Orient.

Cette région abrite 60 % des réserves de pétrole et 40 % des réserves de gaz naturel de la planète. Le Japon étant tributaire à 90 % du Moyen-Orient et du Maghreb pour ses besoins pétroliers, la paix et la stabilité de cette région jouent un rôle déterminant pour l'essor de l'économie japonaise. Soucieuse de jouer un rôle clé dans cette région et au sein de la communauté internationale, la JICA déploie, en dehors d'une aide plus classique, des efforts spécifiques pour résoudre ces nouveaux problèmes.

## Principales stratégies d'aide

Appui à la stabilité régionale selon six axes prioritaires

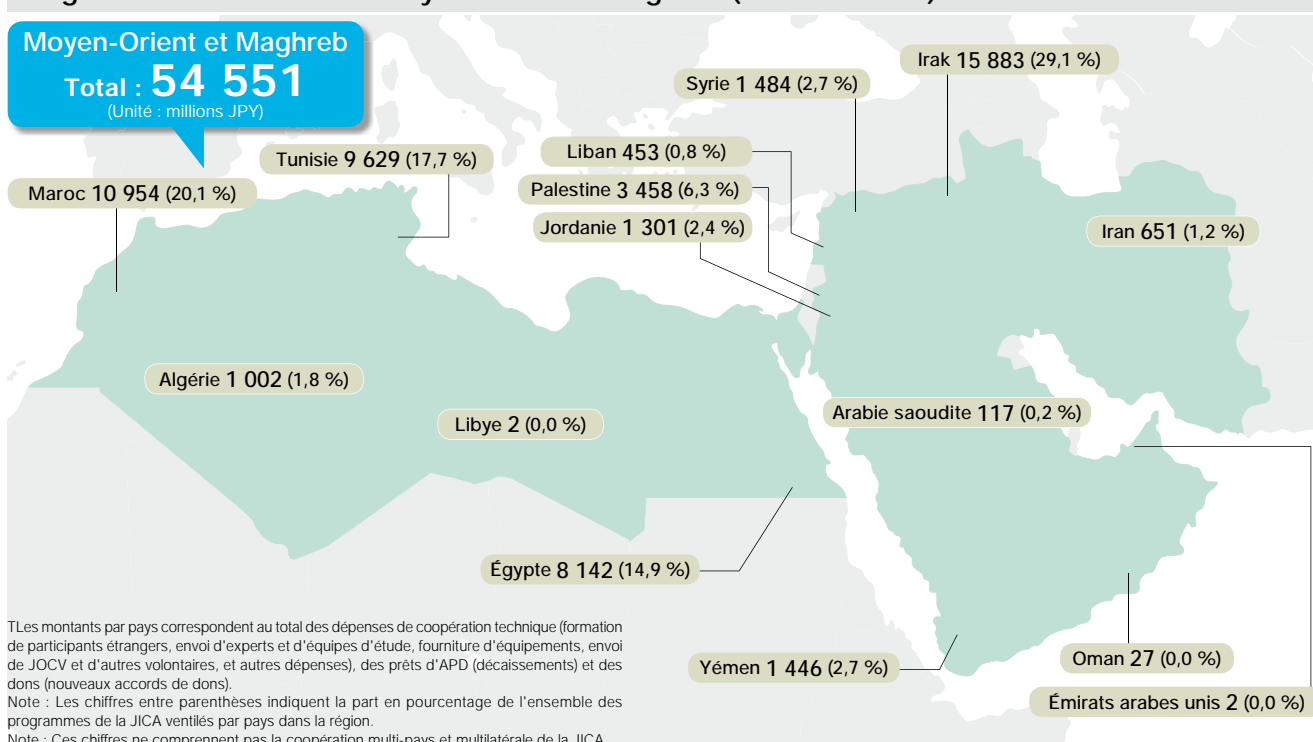
L'année 2011 marque le début d'un changement radical du paysage politique au Moyen-Orient. Les troubles qui ont agité la Tunisie à partir du mois de janvier ont rapidement entraîné un mouvement de réforme similaire en Égypte, qui a lui-même suscité une agitation politique au Yémen, en Libye et en Syrie. Les populations de nombreux pays ont su saisir cette opportunité pour révéler aux yeux du monde les systèmes politico-économiques fermés et oppressifs dans lesquels ils vivaient. Ces mouvements indiquent clairement la nécessité urgente d'une démocratisation et de l'amélioration des opportunités d'emploi (en particulier pour les jeunes). Ignorer ces problèmes pourrait faire émerger de nouveaux facteurs de trouble pour la sécurité au Moyen-Orient.

Par ailleurs, la région ayant été le théâtre des deux guerres du Golfe, de la guerre en Irak et des guerres israélo-arabes, l'aide au

renforcement ou à la reconstruction de l'État au Moyen-Orient est tout aussi essentielle pour la politique et l'économie internationale.

En s'efforçant de maintenir une position neutre et objective vis-à-vis de toutes les parties en présence dans la région, le Japon a acquis la confiance de ces pays en conflit les uns avec les autres. Le Japon entend tirer parti de ce capital de confiance en collaborant avec la communauté internationale pour développer des initiatives dans les domaines prioritaires suivants : 1) soutien au renforcement des États en transition (aide aux politiques et systèmes de pays, tels que l'Égypte et la Tunisie, qui s'efforcent d'assurer une transition vers de nouveaux systèmes) ; 2) appui à la consolidation de la paix (reconstruction en Irak, aide au processus de paix en cours par un soutien aux autorités palestiniennes, etc.) ; 3) développement de l'infrastructure socioéconomique et soutien à la lutte contre la

## Programmes de la JICA au Moyen-Orient et Maghreb (Exercice 2010)





pauvreté dans les pays à revenu faible et intermédiaire ; 4) soutien à la gestion des ressources hydriques ; 5) appui au développement des ressources humaines répondant aux besoins spécifiques de chaque pays ; et 6) soutien aux industries qui stimulent l'emploi.

### **Aide adaptée aux besoins spécifiques des pays – qu'ils soient ou non producteurs de pétrole**

Dans cette région, les pays producteurs de pétrole, à revenu élevé, côtoient d'autres pays non pétroliers à revenu faible et intermédiaire. Chacun d'eux abrite en outre une société complexe, aux multiples composantes ethniques et culturelles, qui nécessite une aide précise adaptée aux besoins spécifiques de chaque pays.

Face à la multiplication des attaques de navires dans l'océan Indien et dans le détroit de Malacca ces dernières années, la JICA soutient des mesures de lutte contre la piraterie. Elle a notamment contribué à la formation de garde-côtes au Yémen, dans le Sultanat d'Oman et dans certains pays d'Asie en 2009.

## **Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires**

### **Irak**

Les nombreuses guerres et sanctions économiques qui ont frappé l'Irak depuis les années 1980 ont détruit une grande partie des infrastructures socioéconomiques et appauvri la population. Aujourd'hui, huit ans après la guerre, de nombreux Irakiens vivent dans une pauvreté abyssale et manquent souvent d'électricité et d'eau salubre. L'Irak, qui se classe au troisième rang mondial par l'importance de ses réserves de pétrole, tire près de 90 % de ses revenus des exportations pétrolières. L'évolution du prix du baril a donc un impact important sur ses finances publiques.

Pour répondre aux besoins de développement et de reconstruction massifs de l'Irak, la JICA apporte une aide appuyée dans les quatre domaines suivants : 1) renforcement des secteurs qui soutiennent la croissance économique (améliorer la capacité de production et d'exportation des secteurs pétrolier et gazier, et renforcer la productivité agricole) ; 2) mobilisation du secteur privé (reconstruction des installations électriques, développement des transports et télécommunications) ; 3) réhabilitation des infrastructures essentielles à la vie quotidienne (approvisionnement en eau, assainissement, amélioration de la qualité des soins de santé et de l'éducation) ; et 4) développement de la gouvernance (renforcer l'administration et valoriser les ressources humaines) [ → voir l'étude de cas, page 94]. Depuis la fin de la guerre en Irak jusqu'à la fin de l'exercice 2010, la JICA a lancé 15 projets financés par des prêts d'APD d'un montant total de 364,6 milliards JPY, et via la coopération technique, elle a dispensé des formations à 4 400 Irakiens. La JICA étend son aide à l'Irak en vue de parvenir à un développement indépendant, tout en restant attentive à l'équilibre entre les régions majoritairement kurdes au nord, sunnites à l'ouest, et chiites au sud.

Au cours de l'exercice 2010, des travaux de dragage ont été accomplis via un prêt d'APD dans le port d'Umm Qasr, porte

méridionale de l'Irak vers l'océan. Par ailleurs, des experts agricoles ont été envoyés pour la première fois depuis la fin de la guerre dans la région kurde, au nord du pays. Les efforts déployés au niveau local ont permis d'accomplir des progrès.

Malgré le vide politique qui a suivi les élections législatives de mars 2010, une administration issue de la participation populaire et dépassant l'origine ethnique et l'appartenance religieuse a été formée en décembre de la même année. Avec la perspective du retrait de l'armée américaine d'ici la fin de l'année 2011, il convient de continuer de se montrer vigilant face à la situation sécuritaire. Néanmoins, la nouvelle administration devrait redoubler d'efforts pour parvenir à un développement indépendant.

La JICA met en œuvre de façon proactive une aide à la reconstruction en établissant un dialogue direct avec les représentants du gouvernement irakien et en organisant des visites sur les sites des projets, dans l'objectif de renforcer sa campagne de coopération au niveau local.

### **Palestine**

À la suite des accords d'Oslo signés en septembre 1993, des dispositions intérimaires d'autogouvernement ont été appliquées – création d'une Autorité nationale palestinienne –, et la communauté internationale a accéléré ses efforts d'aide pour favoriser l'instauration de la paix dans la région. Cependant, le déclenchement de la deuxième Intifada en septembre 2000 a eu pour conséquences une détérioration de la situation sécuritaire et le blocage du processus de paix dans la région. Le gouvernement israélien a alors imposé un blocus aux territoires occupés et l'économie palestinienne a beaucoup souffert des restrictions pesant sur le transport et la distribution de marchandises, et de la baisse des opportunités d'emploi pour les Palestiniens en Israël.

En juillet 2006, le gouvernement japonais a lancé l'idée d'un « Corridor pour la paix et la prospérité », cadre à moyen et long terme pour la coexistence et la coprosperité d'Israël et de la Palestine. Ce cadre s'appuie sur l'idée qu'une solution « bi-étatique » est essentielle pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine. L'objectif est de renforcer les bases socioéconomiques des territoires placés sous le contrôle de l'Autorité palestinienne pour assurer une transition en douceur vers un futur État palestinien indépendant et



Réunion entre la présidente Sadako Ogata et le premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad, lors de sa visite au Japon (novembre 2010).

économiquement viable, en bâtissant une relation de confiance avec les pays voisins via une coopération régionale entre la Palestine, Israël et la Jordanie. Afin de faire avancer le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité », la JICA a conduit différents projets de coopération technique pour améliorer les technologies agricoles et faciliter la mise en place d'un tourisme durable. Elle a également assuré les études préparatoires et la mise en œuvre d'un projet de coopération technique pour la construction d'un parc agro-industriel dans la région de Jéricho.

En outre, en vue de la première réunion de consultation gouvernementale de haut-niveau entre le Japon et la Palestine et dans la perspective de soutenir le renforcement de l'État en Palestine, la JICA offre une aide dans les sept domaines prioritaires suivants : 1) soutenir les petites et moyennes entreprises et favoriser le commerce ; 2) l'agriculture ; 3) le tourisme ; 4) les gouvernements locaux ; 5) restaurer la santé fiscale ; 6) l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; et 7) la santé maternelle et infantile [ → voir l'étude de cas, page 89].

## Égypte

En février 2011, suite aux manifestations prodémocratiques qui ont débuté au mois de janvier, le président égyptien Hosni Mubarak a démissionné de ses fonctions après un très long mandat. Après la chute de l'administration Mubarak, la constitution égyptienne a été temporairement suspendue et le pouvoir du président a été confié au Conseil supérieur des forces armées. Des élections législatives sont prévues pour novembre 2011 et des élections présidentielles devraient avoir lieu au courant de l'année 2012. Ce processus aboutira à une renaissance de l'Égypte en tant qu'État démocratique.

On attribue l'agitation politique en Égypte au grand nombre de



Travaux de réparation d'une conduite d'eau sur un site pilote pris en charge conjointement avec une association pour l'irrigation (plan pour l'amélioration de la gestion de l'eau, phase II en Égypte).

personnes qui, ces dernières années, n'ont pas profité des bénéfices du développement. Malgré une situation macroéconomique favorable, le chômage des jeunes reste élevé et les populations pauvres subissent l'explosion des prix alimentaires.

La coopération de la JICA s'articule autour de la croissance durable et de la création d'emplois, de la réduction de la pauvreté, et de l'amélioration des conditions de vie. Cette coopération doit apporter une réponse aux bouleversements politiques du pays, et la JICA continuera de contribuer au développement socioéconomique en utilisant l'expérience de l'Asie et une approche combinée qui associe la coopération technique et l'aide financière. Concrètement, la JICA déploie une aide pour le développement des transports, des installations électriques et d'autres infrastructures économiques

## Étude de cas Soutien à l'éducation de la petite enfance au Moyen-Orient

### Une coopération efficace composée de l'envoi de volontaires couplé à une formation au Japon

**Les volontaires de la JICA chargés des projets d'éducation de la petite enfance encouragent l'« apprentissage par le jeu » tout en partageant des informations au-delà des frontières. Les efforts des volontaires produisent des effets positifs stables consolidés par les homologues qui reçoivent une formation au Japon.**

#### « Apprentissage par le jeu » pour chaque pays

L'éducation de la petite enfance au Moyen-Orient passe souvent par des activités intellectuelles où l'enfant pratique des exercices de mémorisation et de diction. Les volontaires de la JICA spécialisés dans l'éducation de la petite enfance en Égypte, en Syrie, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie travaillent sur place en faveur de l'amélioration de l'enseignement préscolaire afin d'encourager des soins centrés sur l'enfant avec des méthodes utilisant le jeu manuel et les exercices physiques et qui favorisent un développement mental sain.

En 2008, parallèlement à l'envoi de volontaires, la JICA a initié un programme de formation au Japon avec la perspective de développer les ressources humaines dans le domaine de l'éducation de la petite enfance au Moyen-Orient. Il n'est pas toujours simple pour les volontaires d'expliquer en arabe les concepts fondamentaux des soins infantiles en vigueur au Japon. Les participants à la formation, notamment les homologues, approfondissent leurs connaissances de l'enseignement de la petite enfance en interagissant avec des enfants japonais préscolarisés et leurs enseignants. Cette collaboration entre les volontaires de la JICA et les participants est un pilier de la coopération japonaise et du développement de l'expertise des homologues dans ce domaine.

Depuis 2009, les volontaires de la JICA et leurs homologues

assurent une formation au niveau régional pour le partage de l'information. Cette formation représente l'occasion de discuter des problèmes communs en partageant les différentes pratiques de chaque pays avec les autres participants ayant reçu une formation au Japon.



Un sourire qui laissera son empreinte sur l'éducation de la petite enfance dans les pays arabes (Syrie).



permettant de favoriser l'environnement des investissements, un appui aux infrastructures intellectuelles comme l'Institut d'études internationales et de formation (IIST) afin de dynamiser l'activité économique, et une aide pour l'amélioration des conditions de vie, notamment pour développer les services de santé à l'école dans différentes régions d'Égypte, un pays dont les revenus restent faibles, et pour construire des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la zone du delta du Nil. L'aide de la JICA consiste également à dépêcher des experts pour la mise en place des élections, une autre question urgente, et pour l'élaboration d'un plan de développement quinquennal.

## Maroc

La politique de déréglementation appliquée dès les années 1990 a permis au Maroc de connaître une croissance stable et de réduire la pauvreté. Cela étant, la réduction des disparités économiques entre zones urbaines et rurales ainsi que l'utilisation efficace des faibles ressources en eau restent des enjeux essentiels.

C'est pourquoi la JICA assure une coopération principalement dans les domaines du développement rural et de la gestion des ressources hydriques. Concrètement, La JICA octroie des prêts d'APD pour des projets d'aide axés sur le développement de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que pour la construction de routes dans les zones rurales, et pour l'amélioration des environnements urbains. L'Agence se concentre en outre sur le programme de formation pour les pays tiers dans le cadre de ses efforts en faveur de l'Afrique francophone.

## Tunisie

Le 14 janvier 2011, le président Zine El Abidine Ben Ali quitte la présidence de la Tunisie après de nombreuses années au pouvoir. Les manifestations populaires et l'agitation politique qui ont entraîné la chute du président ont par la suite été baptisées « révolution de jasmin », après le nom du symbole national tunisien. Elles ont conduit à d'autres mouvements prodémocratiques dans les pays voisins comme l'Égypte.

Les manifestations ont été déclenchées par la mort d'un jeune homme sans emploi qui s'est suicidé par immolation. La Tunisie connaît un fort taux de chômage, qui touche de plein fouet les jeunes générations, et plus particulièrement les jeunes diplômés. Les industries nationales doivent encore se développer pour offrir des opportunités d'emploi à ce segment de population. Par ailleurs, les premières manifestations ont eu lieu dans des zones rurales dont les niveaux de pauvreté sont supérieurs à ceux de Tunis, la capitale, ce qui est révélateur de la nécessité de combler les disparités régionales.

La JICA déploie une aide pour le développement des industries, la correction des disparités et la protection de l'environnement. Concrètement, parallèlement au développement des infrastructures économiques telles que les voies ferrées et les routes, la JICA octroie des prêts d'APD pour construire des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche, former du personnel scientifique et technique, et soutenir des programmes en appui à l'économie locale. La JICA mise également sur l'envoi d'experts et apporte une aide pour répondre à la nécessité urgente d'organiser de nouvelles élections.

## Étude de cas

### Yémen Programme d'amélioration des taux de scolarisation et de la qualité de l'enseignement de base (projet d'élargissement de l'initiative régionale de développement de l'éducation des filles (BRIDGE))

## Application au niveau national d'un modèle de gestion basé sur l'école pour la promotion de l'éducation des filles

**Au Yémen, l'écart entre les sexes en matière d'éducation de base est parmi les plus élevés au monde. Le taux de scolarisation net à l'école primaire est de 85 % pour les garçons et 65 % pour les filles. Il y a donc des attentes très fortes pour la diffusion au niveau national du modèle BRIDGE développé par la JICA.**

### Créer un modèle adapté au domaine et l'ériger en politique

La JICA déploie des projets pour l'éducation des filles depuis juin 2005 en assurant des activités pilotes pour améliorer la gestion des 59 écoles du gouvernorat de Taiz, avec la participation des gouvernements locaux, des écoles et des communautés.

Les imams locaux ont utilisé des messages religieux pour sensibiliser à l'éducation des filles et un conseil parental a été formé pour permettre aux mères

d'exprimer leur opinion sur le fonctionnement de l'école. Le projet a permis de multiplier le nombre d'étudiantes par 1,5, tandis que le nombre d'étudiants a été multiplié par 1,3 durant la même période. Par ailleurs, lorsque la coopération a démarré, la part des directeurs d'école qui estimait que « les filles et les garçons ont les mêmes droits à l'éducation » était d'à peine 9,4 %. Ils étaient 96,6 % à le penser à la fin du projet.

La JICA a développé ces activités pilotes au sein du modèle BRIDGE. Lors de la phase II du projet, qui a commencé en décembre 2009, la coopération a été assurée au niveau politique et des efforts ont été accomplis pour diffuser le modèle BRIDGE à travers tout le pays, tandis que des lignes directrices étaient élaborées pour promouvoir l'éducation des filles avec le ministère de l'Éducation et d'autres partenaires de développement.



Une école primaire où le modèle BRIDGE a été mis en place.  
(Photo : Marcos Abbs)